

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : GENÈSE CONCEPTUELLE ET PRÉSUPPOSÉ COMPORTEMENTAL

Introduction

Charles MAYOLA Mavunza, Docteur en Philosophie/ Université de Lubumbashi, RD Congo. Professeur ordinaire affecté à l'Université de Kinshasa et prestant aussi dans d'autres universités de la RD Congo.
chmayolam@gmail.com

Les grands enjeux mondiaux gravitent autour de l'éradication de la pauvreté et des inégalités socio-économiques. Celles-ci sont générées par l'actuel système économique et financier, par la dégradation des écosystèmes naturels occasionnée par l'accroissement démographique et se traduisant par le changement climatique, la déforestation, la destruction de la biodiversité¹... Les stratégies de lutte contre cette pauvreté sont pilotées par le développement durable, la finalité des objectifs mondiaux agissant de 2016 à 2030. En cela, le développement durable est une gouvernance mondiale de la pérennité de la vie sur la planète terre. Il y a lieu de : 1) vérifier l'urgence et la nécessité de le fonder sur plusieurs piliers, l'économique y compris ; 2) d'évoquer les facteurs de sa genèse ; 3) d'indiquer l'institution de son universalisation; et 4) d'explicitier l'action du comportement le présupposant.

1. Définition

Le développement durable, « sustainable development » en anglais, est une conception du bien commun développée depuis la fin du XX^e siècle. C'est un mode de développement qui a pour but de produire des richesses sans dégrader l'environnement, tout en luttant contre la pauvreté, contre les inégalités économiques et l'exclusion sociale. Il se veut un processus de développement qui concilie l'écologique, l'économique et le social. C'est un développement économiquement efficace, socialement équitable, et écologiquement soutenable².

1 - 17 Objectifs mondiaux pour le développement durable (<http://www.msn.com/fr-ca/actualites/globalgoals/17-objectifs-mondiaux-pour-le-d%C3%A9veloppement-durable>..., consulté le 03/11/2015).

- Thierry HANCE, *Dix voies d'avenir pour neuf milliards d'humains*, Bruxelles, Éditions Racine, 2012, p. 17.

- Les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

2 - Wikipedia, « Développement durable », <https://fr.wikipedia.org/>

Économiquement efficace, en ce que le développement durable devrait assurer une gestion saine, sans préjudices pour l'environnement et le social. Socialement équitable, en ce qu'il devrait satisfaire les besoins essentiels de l'humanité en logement, alimentation, santé et éducation, en réduisant les inégalités entre les individus, dans le respect de leurs cultures. Écologiquement soutenable, en ce qu'il devrait préserver les ressources naturelles à long terme, en maintenant les grands équilibres écologiques et en limitant les impacts environnementaux³.

La définition du développement durable ci-dessus est fondée sur trois piliers principaux : l'économique, l'écologique et le social. C'est donc un développement qui décrédibilise celui du seul pilier économique et financier enrichissant une minorité de l'humanité et menaçant la durabilité de l'écosystème, explique Thierry Hance en ces termes :

La dictature du monde de la finance est une forme de parasitisme d'une minuscule minorité qui, pour s'enrichir, impose des contraintes démesurées à l'écrasante majorité de l'humanité. C'est un scandale moral, une atteinte aux droits élémentaires de l'humain, comme celui de manger à sa faim et de boire de l'eau non souillée. En outre, cette perversion du système économique conduit à une surexploitation de la planète, à des modifications climatiques majeures et à la destruction de milliers de formes de vie se traduisant par une crise majeure de la biodiversité, c'est-à-dire une mise en danger de la durabilité de l'écosystème terre. Il y a urgence. Cette crise économique est un signe clair de l'inaptitude du système actuel et de la nécessité absolue de trouver des solutions novatrices pour assurer les éléments nécessaires à une qualité de vie minimale pour neuf milliards d'êtres humains⁴.

2. Les facteurs de la genèse du développement durable

Deux facteurs, proche et lointain, ont œuvré à l'avènement du développement durable. Le facteur proche est d'ordre démographique ; le facteur lointain, d'ordre épistémologique.

2.1. Le facteur démographique

Un constat écologique affirme que les populations sont régulées par les ressources disponibles et par les niveaux trophiques inférieurs et supérieurs, pathogènes, prédateurs ou parasites⁵.

wiki/D%C%A9veloppement_durable, consulté le 06/11/2015.

- Actu environnement, « Définition du développement durable » (http://www.actu-environnement.com/ae/dossiers/dd/dd_definitions_un.php4, publié le 29/05/2006).

3 « C'est quoi le développement durable ? » (<http://www.mtaterre.fr/ledeveloppement.durable/87/CC'-est-quoi-le-developpementdurable>, consulté le 5 décembre 2015).

4 Thierry HANCE, *Dix voies d'avenir pour neuf milliards d'humains*, Bruxelles, Éditions Racine, 2012, pp. 59-60.

5 *Ibidem*, p. 44.

La population humaine compte aujourd'hui plus de 7 milliards d'hommes. Elle devrait atteindre 9 milliards en 2043 et 10 milliards en 2083⁶.

La croissance de cette population a tout d'abord été un phénomène très lent. Il aura fallu plus de 40.000 ans d'existence pour atteindre 500 millions d'âmes au XVI^e siècle. Cinq siècles plus tard, elle s'est accélérée et a atteint 7 milliards le 31 octobre 2011.

Deux phénomènes sont à l'origine de cette étonnante croissance démographique : d'une part, la diminution des taux de mortalité due aux progrès de la médecine et de la pharmacologie, et à une meilleure hygiène de vie inculquée par une meilleure éducation ; d'autre part, le développement de l'agriculture qui s'est transformée en adoptant plus de technologies et en consommant plus d'intrants pour devenir plus productive.

La population humaine continue de croître. Elle échappe actuellement à tout facteur de régulation extérieure. Elle n'a pratiquement plus de grands prédateurs. Elle vainc de plus en plus les épidémies et les maladies grâce aux bienfaits de la médecine.

La population humaine ne fait cependant pas face à la finitude et aux limitations des capacités de son habitat, la terre. L'intensification de la production agricole ne peut pas croître indéfiniment. Il y a une limite biologique à ce que peut produire un hectare de terre agricole. Une agriculture irrespectueuse de l'environnement mange son capital en réduisant la fertilité du sol, la biodiversité ; en subissant l'érosion et la raréfaction de l'eau utilisable. D'où la nécessité de limiter la consommation des ressources à un niveau où elles se renouvellent de génération en génération, pour ne pas connaître un effondrement global de la population humaine, qui se traduirait par des conflits pour des ressources en eau, en énergie, en terres cultivables. Et l'arsenal militaire est largement suffisant pour détruire toute civilisation⁷.

De ce chef, s'appauvrit une population dont la demande en nourriture est supérieure à la capacité de production par l'agriculture extensive. En tout cas, l'agriculture intensive des pays riches, trop orientée à la consommation du bétail, contribue au réchauffement climatique, à la dégradation du sol, à la pollution de l'eau et à l'inflation économique. C'est ce qu'explique Thierry Hance en partant du cas des États-Unis :

Aux États-Unis, écrit-il, le bétail, au sens large (y inclus la volaille) consomme sept fois plus de céréales que la population américaine. Au total, la production de nourriture y nécessite 50% de la surface, 80% de l'eau douce et 17% de l'énergie fossile utilisée dans le pays. Sachant que la population des États-Unis devrait doubler dans les soixante-dix ans à venir, on se rend compte que la situation est intenable...

6 *Ibidem*, p. 17.

7 *Ibidem*, p. 47.

L'utilisation massive d'engrais chimiques a pollué les eaux au point que les nappes phréatiques elles-mêmes sont contaminées. Il a donc fallu fixer des normes pour la qualité de l'eau à 50 mg de nitrates par litre pour qu'une eau soit potable selon les normes de la CE, alors que l'on sait que, à cette dose, l'eau n'est pas compatible avec l'alimentation des nourrissons...

Trop intensive, trop orientée vers la production de viande, l'agriculture consomme plus d'énergie fossile que ce qu'elle peut fournir en calories et elle finit par produire moins que la valeur monétaire que l'on y investit. L'agriculture engendre alors l'inflation...⁸

2.2. Le facteur épistémologique

Le contexte épistémologique d'émergence du développement durable critique la croissance économique et sa mesure du Produit intérieur brut (PIB), pour promouvoir la décroissance de la consommation.

2.2.1. Critique de la croissance économique

La critique de la croissance économique est l'objet des préoccupations liées à l'environnement et à l'épuisement des ressources naturelles, développées dès l'après-guerre et popularisées dans les années 1970 avec les travaux du Club de Rome⁹, avant d'acquérir une reconnaissance internationale dans les années 1980.

Les travaux du Club de Rome introduisent en 1972 l'idée de croissance zéro, selon laquelle les écosystèmes ne peuvent supporter une croissance économique illimitée.

Le Monde diplomatique et Thierry Hance actualisent cette idée par les affirmations suivantes.

La croissance est un *piège* et un *mythe*. Fondée sur l'accumulation des richesses, elle est destructrice de la nature et génératrice d'inégalités sociales ; elle est dévoreuse du bien-être ; elle est un mythe, même à l'intérieur de l'imaginaire de l'économie du bien-être, sinon de la société de consommation. Il faut donc travailler à une société fondée sur la qualité plutôt que sur la quantité, sur la coopération plutôt que sur la compétition, à une humanité libérée de l'économisme se donnant la justice sociale comme objectif¹⁰.

La certitude du monde capitaliste d'une croissance continue, et même capable de s'accélérer, est une terrible *utopie*, parce qu'elle n'est pas soutenue par des ressources illimitées et par une répartition homogène des profits sur l'ensemble de la population humaine, c'est-à-dire

8 *Ibidem*, pp. 74-76.

9 Il s'agit d'un groupe réunissant des scientifiques, des économistes, des fonctionnaires nationaux et internationaux, ainsi que des industriels de 53 pays, préoccupés par les problèmes auxquels doivent faire face toutes les sociétés.

10 *Le Monde diplomatique* (www.monde-diplomatique.fr/2003/11/LATOUCHE/10651, consulté le 4 janvier 2016).

par une vraie croissance globale du bien-être, en tout cas matériel. Il est impossible d'assurer à chacun un niveau de vie comparable à celui d'un citoyen américain moyen, et cela quel que soit le développement technologique futur, insiste Thierry Hance¹¹.

Pour qu'une société privée soit considérée en croissance, il faut que le bénéfice croisse d'une année à l'autre. Une entreprise qui reste bénéficiaire, mais moins que l'année précédente, est considérée comme en recul et perd de sa valeur. Ce qui est recherché n'est plus le fait de faire du profit, mais celui d'augmenter en permanence ce profit par rapport à l'année précédente¹².

Pareille société ne serait ni soutenable, ni souhaitable. Elle serait un mythe. Elle n'est pas soutenable parce qu'elle se heurte aux limites de la biosphère. Elle n'est pas non plus souhaitable, parce qu'elle engendre des inégalités et des injustices accroissantes. Elle crée un bien-être largement illusoire, et suscite une anti-société malade de sa richesse. Elle est un mythe, parce que sa croissance ne prend pas en compte : 1) la dégradation de la qualité de l'air, de l'eau et de l'environnement ; 2) les dépenses de « compensation » et de réparation consécutive en médicaments, transports et loisirs ; et 3) l'élévation des prix des denrées raréfiées, comme l'eau en bouteille, l'énergie, les espaces verts¹³.

2.2.2. Critique de la mesure du PIB¹⁴

Le PIB n'est pas une mesure fiable de développement durable. Certes, il est un indice très employé dans les comptabilités nationales pour mesurer la croissance économique, au point de conditionner une grande part des raisonnements et stratégies économiques. L'on est en croissance ou en récession selon que le PIB est en augmentation ou en diminution. Cet indice est cependant limité dans la mesure effective de la richesse d'un pays. Il déconsidère le capital naturel, un effet de long terme.

Le PIB ne quantifie que l'augmentation de la production et de la vente de biens et services sans tenir compte du bien-être des populations, de la santé des écosystèmes et des équilibres climatiques.

La croissance mesurée par le PIB est fautive sur le plan économique, car elle ne comptabilise pas l'épuisement du stock des matières premières indispensables au système. Elle ne tient pas compte du fait que la terre est limitée aussi bien dans ses ressources naturelles que dans sa capacité à supporter la destruction de son environnement.

11 Thierry HANCE, *Dix voies d'avenir...*, pp. 44, 52.

12 *Ibidem*, p. 48.

13 *Le Monde diplomatique* (www.monde-diplomatique.fr/2003/11/LATOUCHE/10651, consulté le 4 janvier 2016).

14 *Ibidem*.

Le PIB est un bon indicateur. Malheureusement, il ne mesure que les richesses matérielles. Il n'intègre pas la totalité des activités productives (par exemple : la production domestique). Il ne tient pas compte des activités nuisibles : production d'armes, de cigarettes ... L'augmentation du PIB se traduit aussi par plus de pollution et plus de prélèvements sur des ressources épuisables ...

Depuis le début des années 90, des économistes travaillent à la réalisation d'indicateurs alternatifs qui prennent en considération les questions environnementales, tels que l'indice de développement humain, l'empreinte écologique, l'indice de santé sociale.

L'indicateur de développement humain (IDH) a comme objectif d'évaluer le niveau de développement des pays, au-delà du poids économique mesuré par le PNB ou le PIB par habitant. Il se base sur trois critères majeurs : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie.

L'empreinte écologique est une mesure de la pression qu'exerce l'homme sur la nature. Comme cette pression est de 9,6 hectares pour le citoyen des États-Unis ; de 7,2 hectares pour le Canadien ; de 4,5 pour l'Européen moyen ; de 1,2 pour un Africain ; on est très loin de l'égalité planétaire, et plus encore d'un mode de civilisation durable qui oblige de se limiter à 1,4 hectares, en admettant que la population actuelle reste stable.

L'indice de santé sociale a pour but de mesurer la qualité de vie, prenant en compte le bien-être social.

2.2.3. Finalité de la critique de la croissance économique et de sa mesure du PIB

La finalité de la critique de la croissance économique et de son outil de mesure, le PIB, est une justification de la décroissance de la consommation¹⁵.

La « décroissance » est un concept à la fois économique, politique et social. L'idéologie de la décroissance est de montrer qu'augmenter constamment la production de biens et services accroît l'épuisement des ressources naturelles et pourrait conduire à leur disparition complète.

Face à cette logique, on ne peut que modifier les habitudes de consommation et de vie. Pour que les pays les plus pauvres et les générations futures puissent, à leur tour, bénéficier d'un accès raisonnable aux ressources naturelles, les pays riches doivent en diminuer la consommation. C'est ce que l'on appelle « la décroissance de la consommation ». Il s'agit d'une démarche individuelle et collective basée sur une réduction de la consommation.

15 La décroissance économique (la-decroissance.wifeo.com/i-qu'est-ce-que-la-decroissance-.php, consulté le 4 janvier 2016).

Le concept de décroissance trouve son fondement théorique dans différents écrits des penseurs du XX^e siècle. Parmi ses fondateurs, on trouve le « Club de Rome » et Nicholas Georgescu-Roegen sur des aspects théoriques et techniques, mais aussi Jean Baudrillard, André Gorz et Ivan Illich qui avancent des idées assez proches de celles proposées par des économistes contemporains, comme Serge Latouche.

Ces grands penseurs sont les précurseurs et fondateurs de la théorie de la « décroissance économique ». Toutefois, les partisans de la décroissance ne sont pas tous des intellectuels, philosophes ou écologistes. La plupart sont des partisans de mouvements politiques de gauche.

3. Consécration mondiale¹⁶

C'est en juin 1992, au premier « Sommet de la Terre » organisé par les Nations Unies qu'est consacré le terme de « développement durable ». Ce Sommet est la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), aussi connue sous le nom de « Sommet planète Terre », qui a eu lieu à Rio de Janeiro, au Brésil, du 3 au 14 juin 1992. Cette conférence globale, tenue à l'occasion du 20^e anniversaire de la première conférence sur l'environnement humain (Stockholm, 1972), avait réuni des dirigeants politiques, diplomates, scientifiques, représentants des médias et des organisations non gouvernementales (ONG) de 179 pays pour un effort massif visant à réconcilier l'impact des activités socio-économiques humaines et l'environnement.

La nécessité d'intégrer les questions de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles avec les questions socio-économiques de la pauvreté et du sous-développement avait culminé au Sommet de la Terre de 1992. L'idée avait été exprimée dans la définition du « développement durable », ainsi posée par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (la Commission Brundtland) en 1987, en tant que développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre les possibilités des générations futures à satisfaire les leurs. Ce concept était destiné à répondre aux attentes des partisans du développement économique comme de ceux concernés en premier lieu par la conservation de l'environnement.

Le Sommet planète Terre avait ainsi marqué l'histoire en attirant l'attention mondiale sur la notion de développement durable, d'après laquelle les problèmes d'environnement de la planète étaient intimement liés aux conditions économiques et aux problèmes de justice sociale. Ses thèses sont les suivantes : 1) les besoins sociaux, environnementaux et

¹⁶ Le texte ci-dessous de cette consécration est extrait de celui de la Section de la Technologie de l'Information du Département de l'Information des Nations Unies (<http://www.un.org/fresh/event/wssd/pages/cnued/html>, consulté le 28/11/2015).

économiques doivent être traités ensemble pour l'obtention de résultats tangibles sur le long terme ; 2) si les populations sont pauvres et que les économies nationales sont faibles, l'environnement souffre ; si l'environnement est maltraité et que les ressources sont surconsommées, les populations souffrent et les économies déclinent ; 3) les actions ou décisions locales, aussi mineures soient-elles, bonnes ou mauvaises, ont des répercussions de portée mondiale.

La rencontre de Rio de Janeiro avait souligné la façon dont les différents facteurs sociaux, économiques et environnementaux sont interdépendants et évoluent ensemble. Elle avait identifié les éléments critiques du changement, en révélant que le succès dans un secteur nécessite une action dans les autres secteurs pour se poursuivre dans le temps. L'objectif premier du Sommet était de produire un agenda large et un nouveau plan pour l'action internationale sur les questions d'environnement et de développement qui aiderait à guider la coopération internationale et la politique de développement au XXI^e siècle.

La CNUED avait proclamé le concept du développement durable comme un objectif atteignable pour chacun de par le monde, que ce soit au niveau local, national, régional ou international. Elle avait reconnu que l'intégration et l'équilibre des préoccupations d'ordre économique, social et environnemental dans la satisfaction de besoins humains sont vitaux pour le maintien de la vie humaine sur la planète et qu'une telle approche intégrée est réalisable si les esprits et les mains travaillent ensemble. Elle avait par ailleurs reconnu que l'obtention de ce type d'intégration et d'équilibre des dimensions d'ordre économique, social et environnemental nécessite de nouvelles perceptions de la manière dont l'homme produit et consomme, de la façon dont il vit, travaille, s'entend avec d'autres hommes et prend ses décisions. Le concept était révolutionnaire et comme toutes les idées originales, il avait suscité un débat animé au sein des gouvernements et entre les gouvernements et leurs citoyens sur la façon d'assurer une durabilité au développement.

Un élément majeur de la CNUED a été l'Action 21, un audacieux et vaste programme d'actions appelant de nouvelles façons d'investir dans le futur pour atteindre un développement durable global au 21^e siècle. Ses recommandations vont de nouvelles méthodes d'éducation aux nouvelles façons de préserver les ressources naturelles et aux nouveaux moyens de participer à une économie durable. L'ambition d'ensemble d'Action 21 était remarquable, son objectif n'étant pas moins que de créer un monde sûr et juste où toute vie a sa dignité et est célébrée.

4. La décroissance de la consommation, comportement présupposé du développement durable

Le comportement présupposé du développement durable est celui de la décroissance de la consommation. Cette décroissance réduirait progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible avec la capacité productive de la planète. Cette décroissance obligerait les pays riches à redéfinir leurs choix économiques générant actuellement des profits plantureux et des richesses pour un nombre très limité de personnes, et non, pour la collectivité entendue comme l'ensemble de la population humaine, le bien-être de cette collectivité servant de régulateur naturel de la décroissance démographique. La décroissance de la consommation est en tout cas urgente, et ses bienfaits sont ceux d'aplanir des inégalités entre pays et de changer la relation entre l'homme et la nature. La redéfinition des choix économiques qu'elle occasionne, ne sera effective que si elle est accompagnée d'une réappropriation démocratique du pouvoir économique et financier, et si elle est mue par une mise en place d'une gouvernance démocratique mondiale.

4.1. Décroissance de la consommation et redéfinition des choix économiques

Dans le cadre de l'interrelation entre l'offre et la demande, celle-ci, par son pouvoir d'achat, influe sur celle-là. Cela signifie que les choix des consommations, comme la préférence des produits conçus dans le respect de l'environnement avec une production minimale du CO₂, identifiables comme tels, orientent le type de société dans lequel on vit. En faisant ses achats chez un producteur local ou un distributeur de petite taille, et non pas dans une grande surface où, la plupart du temps, il est impossible d'identifier l'origine précise des produits, on crée une activité locale solide et résistante en cas de crise, on limite les transports des marchandises, on connaît son producteur, on valorise son travail et, éventuellement, on l'oriente vers une approche plus écologique. Les rapports de force sont en effet très différents dans ce cas. Par exemple, en cas de contestation de la qualité d'un produit, le consommateur ne s'adresse plus à un service spécialement conçu pour recueillir les plaintes dans une société de distribution dont le siège est parfois à l'étranger avec une législation différente. Au contraire, on récrée une relation directe entre client et producteur, où chacun se respecte¹⁷.

17 Thierry HANCE, *Dix voies d'avenir...*, pp. 167-168.

4.2. Redéfinition des choix économiques, bien-être et décroissance de l'ensemble de la population humaine

Le système économique actuel est générateur d'inégalités, d'instabilités politiques, de conflits entre des types de pouvoir, et de surexploitation de la planète. Son moteur est l'accroissement inassouvi du profit monétaire d'un individu, ou d'un groupe d'individus. Remplacer ce profit par celui de l'ensemble de la population humaine, et en accord avec les possibilités qu'offre la terre, c'est diminuer les inégalités et offrir les conditions de vie satisfaisante pour tous¹⁸. L'amélioration du bien-être communautaire limite la croissance de la population mondiale. Telle est la thèse de Thierry Hance pour qui :

Il est certain que sur une planète ronde, on ne peut pas augmenter indéfiniment le nombre d'habitants et qu'il faut donc tendre à une réduction des taux de naissance pour arriver au taux de remplacement de la population... On ne peut ignorer en outre que la limitation des naissances se heurte aux prescrits de certaines religions, ce qui accroît la complexité de sa gestion. Par contre, l'histoire nous apprend que, lorsque les conditions de vie et le niveau de scolarité des gens s'améliorent, les taux de natalité diminuent parfois en une seule génération. En effet, lorsque les conditions de vie sont meilleures, on constate que les femmes ont leur premier bébé à un âge plus avancé et souvent ne donnent naissance qu'à un nombre limité d'enfants à qui elles se consacrent davantage. Améliorer le bien-être général est donc une des premières solutions à appliquer...¹⁹

4.3. Urgence et bienfaits de la décroissance de la consommation mondiale

4.3.1. Urgence de la décroissance de la consommation mondiale²⁰

La décroissance de la consommation des ressources naturelles est une urgence. On ne peut pas continuer à accroître indéfiniment la consommation d'énergies fossiles. Les ressources fossiles sont limitées et leur combustion relâche le CO₂ responsable des changements climatiques et de nombreux autres polluants.

La consommation effrénée de matériel électronique à courte durée de vie pose aussi la question de la disponibilité de ses composants. C'est notamment le cas des métaux non ferreux comme le cuivre, le zinc, l'aluminium. Leur stock est limité; leur extraction et leur transformation sont coûteuses en énergie et en eau et sont une source de pollution.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ *Ibidem*, pp. 125-126.

²⁰ *Ibidem*, pp. 143,148-149.

On pourrait aussi parler de métaux rares et qui ont pourtant une grande importance dans les technologies nouvelles, dont le gallium pour les panneaux photovoltaïques, le lithium pour les batteries, le coltan en électronique, le cobalt avec une multiplicité d'utilisations. La disponibilité de ces éléments à la surface de la terre est très limitée et concentrée dans certains États dont la Chine pour le gallium ou la RD Congo pour le coltan. Cela en fait des éléments stratégiques, susceptibles de spéculation et générateurs d'instabilité et de convoitise dans les pays producteurs. Leur recyclage est souvent difficile parce qu'ils sont mélangés en très petites quantités à une multitude d'autres composants. Ici aussi, il faudra investir dans la recherche scientifique ou s'efforcer de limiter leur utilisation.

Parmi les ressources, l'eau potable reste une préoccupation majeure en particulier dans de nombreux pays où les changements climatiques réduiront encore le volume des précipitations. On en consomme beaucoup, et surtout on la rejette fortement polluée dans les réseaux hydrographiques.

4.3.2. Bienfaits de la décroissance de la consommation

Les bienfaits de la décroissance de la consommation sont ceux d'aplanir les inégalités entre pays pauvres et riches, et de changer le rapport de l'homme à la nature.

4.3.2.1. Aplanissement des inégalités entre pays

Atténuer le fossé entre riches et pauvres et arrêter le flux des richesses vers les plus riches est le seul avenir possible pour l'humanité, postule Thierry Hance. Cela implique une juste rémunération des pays du Sud, un investissement des pays riches dans l'éducation, la santé et la culture des pays pauvres, et l'annulation de la dette du tiers-monde.

Il faut une juste rémunération des populations locales pour les matières premières et pour l'ensemble des ressources de leurs pays, dont la biodiversité, qui sont extraites à bas prix, exportées et transformées dans les pays riches. Un rééquilibrage des richesses en faveur des pays du Sud renforcera la qualité des échanges commerciaux, mais aussi la stabilité politique internationale.

Investir dans l'éducation, la santé et la culture des pays pauvres, donne aux communautés de ces pays les outils de leur propre prise en charge et une capacité d'autodétermination.

L'annulation immédiate de la pseudo-dette des pays du tiers-monde envers les pays occidentaux permettra aux pays endettés d'investir dans leur propre développement, dans la santé publique et dans la protection de leur environnement et de leur biodiversité, au grand bénéfice d'une réduction des bouleversements climatiques, par exemple. Une amélioration des conditions de vie se traduira directe-

ment par une nette réduction des différentes formes d'émigration. En donnant aux peuples les plus pauvres les moyens de vivre décemment, on accroît le flux des ressources et des échanges entre pays et la stabilité de l'ensemble du système, et donc on réduit les risques de conflits armés et d'émergence de dictatures²¹.

4.3.2.2. Changement du rapport de l'homme à la nature²²

La biodiversité est la seule ressource renouvelable dont la gestion responsable permettra d'assurer l'avenir de l'humanité. Elle fournit une multitude de services, toute la nourriture, une grande partie de médicaments et est une source d'innovation technologique. Elle subit à la fois des pressions démographiques et économiques. Changer le rapport de l'homme au profit, contrôler l'appropriation des ressources, modifier le type d'agriculture, permettre aux pays du Sud de mettre en place de vraies politiques d'amélioration du bien-être de leurs populations sont quatre voies essentielles pour réduire l'impact négatif qu'elle subit.

Durant toute son histoire, l'homme a dû défricher les forêts pour pouvoir produire sa nourriture et survivre. L'homme a acquis le sentiment qu'il doit dompter la nature. Il a aussi le curieux sentiment que la nature est inextinguible ; qu'elle constitue son environnement (sans en faire partie !), c'est-à-dire ce qui lui est extérieur au même titre que ses maisons, ses routes ou l'environnement urbain. Tout cela met en évidence sa profonde ignorance des phénomènes naturels, de leur dynamique et de leur fragilité. Protéger la biodiversité, c'est donc avant tout la connaître, l'étudier et respecter son existence comme une part essentielle de l'homme. Si l'on doit se réapproprier le monde économique, l'on doit aussi se réapproprier le monde naturel et accepter que l'homme en est partie prenante, qu'il en dépend. À partir de ce moment-là, son regard sur l'exploitation de la nature sera différent et il pourra intégrer sa gestion à l'élaboration de son propre bien-être.

4.4. Redéfinition des choix économiques des pays riches, réappropriation démocratique du pouvoir économique et financier, et mise en place d'une gouvernance démocratique mondiale

4.4.1. Redéfinition des choix économiques des pays riches et réappropriation démocratique du pouvoir économique et financier

L'économie de la croissance du bien-être communautaire productrice de la décroissance démographique est celle qui est accompagnée d'une réappropriation démocratique du pouvoir économique et financier, actuellement absente.

²¹ *Ibidem*, pp. 127-132.

²² *Ibidem*, pp. 133, 139.

Depuis la fin 2009, les grandes banques internationales, sauvées par la contribution des États, recommencent les mêmes manipulations financières que celles qui les avaient conduites à la banqueroute. Leurs cadres conservent des salaires plantureux et touchent des primes pharaoniques.

Le système financier de ces banques doit être brisé par des régimes démocratiques limitant la monopolisation des profits. Ces régimes mèneront des actions non violentes de protestation et de désobéissance civile. Ces régimes des représentants de toutes les couches de la société doivent se réapproprier les marchés financiers et exercer un contrôle sur la compatibilité des activités financières avec les besoins réels de la collectivité, afin d'éviter à l'humanité un chaos financier et social de la fin des grandes civilisations, et de combattre l'idéologie d'un capitalisme total basé sur une dérégulation et une absence revendiquée de contrôle des marchés et de leurs conséquences éthiques²³.

4.5. Redéfinition des choix économiques des pays riches et mise en place d'une gouvernance démocratique mondiale

L'idée d'une gouvernance mondiale apparaît comme un impératif pour la gestion commune d'une seule terre occupée par la même humanité, même si celle-ci est caractérisée par un pluralisme d'idées, de philosophies et de manières de vivre.

Le monde est petit. Une partie des décisions et des orientations politiques doit se prendre à un niveau planétaire. Il existe déjà des organismes de ce type, comme l'ONU et ses diverses branches ou les organisations internationales de régulation du commerce (OMC), le Fonds monétaire international, le Tribunal international de Justice de La Haye et bien d'autres. Mais ces organismes n'ont qu'une possibilité limitée de gouvernance. Ils sont liés à des idéologies précises et parfois contradictoires et ne représentent pas tous les acteurs de la collectivité mondiale. Une vraie gouvernance mondiale est nécessaire pour tous les aspects qui touchent au développement humain, au climat, à l'exploitation des ressources et de la biodiversité et à la préservation de la qualité de la planète pour les générations futures.

Dans un monde limité comme la planète terre, l'ONU pourrait être bien autre chose qu'une instance où siègent des chefs d'États qui défendent les intérêts d'une partie de leur population. Le droit de veto des grands États est significatif à cet égard et permet peu de souplesse. Une forme de conseil planétaire, indépendant des États mais représentant toutes les couches de la société, devrait être créé avec des représentants élus localement. Ce conseil devrait être conçu de façon à éviter toute prise de pouvoir d'une partie du monde sur une autre et être

²³ *Ibidem*, p. 109.

clairement représentatif. Il est évident qu'un tel conseil est très difficile à mettre en place, mais cela devrait être possible en tenant compte des ressources prodigieuses qu'offrent les technologies de l'informatique et de la communication. Idéalement, il devrait être contrôlé par d'autres types de structures, par exemple une sorte de Parlement planétaire et d'un Sénat aux compétences partagées qui éviteraient une concentration des pouvoirs. Cette forme alternative de pouvoir est devenue nécessaire pour passer outre les intérêts particuliers et les conflits locaux insolubles actuellement en raison du mode de fonctionnement de l'ONU. La gestion d'un tel système sera délicate et, comme tout système démocratique, soumise au risque d'une prise de pouvoir de certains intérêts sur d'autres. Il semble pourtant évident que ce type d'instance devient indispensable dans le monde d'aujourd'hui où la menace de conflits militaires d'ampleur mondiale est loin d'être totalement éloignée. Un système politique planétaire offrirait au minimum un lieu où l'on pourrait débattre des enjeux globaux et qui aurait force de décision, comme un système démocratique et représentatif pourrait l'avoir. Aux nations ensuite à intégrer les décisions et à les appliquer dans leurs propres législations²⁴.

Conclusion critique

Le développement durable, comme toute production humaine, est porteur d'imperfections conceptuelles et pragmatiques. Cette expression absurde, en plus d'être rigoureuse, chanterait plus qu'elle ne parle, affirme Luc Ferry²⁵.

Le développement durable serait une expression dangereuse, parce que débouchant sur des mesures aux effets inconnus et potentiellement néfastes. Il ne serait pas réaliste. La dégradation du capital naturel serait réellement irréversible, et la capacité de l'environnement à assimiler les pollutions serait limitée²⁶.

Le développement durable ne serait qu'un outil des pays du Nord contre les pays en développement. Il servirait parfaitement le capitalisme en offrant un prétexte au protectionnisme des pays développés²⁷. Il devrait aussi se construire sur un quatrième pilier, celui de la culture, en plus de ceux de l'économie, du social, et de l'écologie²⁸.

24 *Ibidem*, pp. 115-118.

25 « Protéger l'espèce humaine contre elle-même », entretien avec Luc FERRY, dans la *Revue de deux mondes* (2007), pp. 75-79.

26 D. PEARCE et K. TURNER, *Economics of natural resources and the environment*, Londres, Harvester, Wheatsheaf, 1990, p. 378.

27 Sylvie BRUNEL, *À qui profite le développement durable ?*, Paris, Larousse, 2008.

28 Thierry KAZAZIAN, « Il y aura l'âge des choses légères », Victoria Éditions, 2004.

Le développement durable de la Commission Brundtland serait dépassé. Il s'agirait aujourd'hui moins de la satisfaction des besoins lointains des générations futures, que de la satisfaction des besoins actuels des générations présentes ; laquelle satisfaction est compromise par les crises environnementales et sociales.

Quoi qu'il en soit, le développement durable est une urgence pour la survie de la vie sur terre. Cette survie dépend de la préservation de l'habitat de la vie, la biosphère.

Le développement durable œuvre pour la pérennité de la vie sur terre, contrairement au développement illusoire de l'économie de la croissance. Celui-ci surexploite les ressources naturelles, pourtant limitées. Celui-là invite à une *sobriété* de leur consommation pour les préserver. Consommer bio et local devrait être une pratique de cette sobriété. Il influencerait malheureusement sur l'emploi et affecterait la solidarité des pays riches envers les pays pauvres qui s'adonneraient davantage à la déforestation, un des facteurs du réchauffement climatique meurtrier de la vie sur terre. Pour ces deux raisons, la décroissance de la consommation des ressources naturelles serait intolérable socialement. Sans elle, cependant, les guerres pour les pétroles et l'eau douce, ainsi que les disparitions d'espèces végétales et animales essentielles sont inévitables.

Comment pratiquer une économie de la croissance respectueuse de la nature et productrice des richesses pour l'ensemble de la communauté humaine ? En substituant l'actuelle économie quantitative par l'économie qualitative ; c'est-à-dire en changeant le regard sur la décroissance de la consommation, qui n'est pas nécessairement une régression du bien-être. Ce changement présuppose un nouveau système économique qualitatif, conduit par l'altruisme, la coopération, le raisonnable, et non par l'égoïsme, la compétition effrénée, et le rationnel. Hans Jonas dirait un nouveau système conduit par l'obligation d'existence des générations futures²⁹. Si l'homme ne réussit pas à construire pareil système respectueux de l'écologie et promoteur de l'égalité socio-économique entre pays, les catastrophes naturelles conséquentes de l'actuelle économie quantitative se chargeront de sa disparition. ■

29 Jonas HANS, *Le Principe responsabilité*, Paris, Cerf, 1990.